

**AUTORISATION TEMPORAIRE  
D'OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC ROUTIER**

RÉF : N° 2024-545-CM

En date du 14-08-2024  
(24-750)

CIRCULATION

RUE DE LESTANG

LE 16 AOÛT 2024  
(MATIN)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Pamiers,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article 2212-2 et suivants, relatif à la compétence de la police municipale en vue d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.

- Les articles L.2213-1 à L2213-6-1 relatifs au pouvoir de police du maire en matière de stationnement et de circulation.

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles R411-1 à R411-32 ;**Vu** le Code de la Voirie Routière ;**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;**Vu** le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1 ;**Vu** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et modifiée le 6 novembre 1992**Vu** l'arrêté de Police Municipale du 15 avril 1976, les arrêtés complémentaires et modificatifs,**Vu** l'arrêté municipal du 15.07.2020 portant délégation de signature,**Vu** la délibération traitant des tarifs des services publics communaux**Considérant** que la partie de la voie concernée est située en agglomération.**Considérant** la demande en date du 13 août 2024 émanant de monsieur Calmels Remy Logan demeurant 11 rue des Vekisses – 09100 Pamiers.**Considérant** qu'il incombe à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures propres pour assurer le maintien du bon ordre et prévenir tout accident pendant les travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules.**ARRÊTE :****ARTICLE 1 : OBJET**Monsieur Calmels Remy Logan est autorisé à occuper le domaine public pour une livraison de matériaux au **13 rue de Lestang** et à **barrer la rue**.**ARTICLE 2 : LA DURÉE**Le pétitionnaire est tenu de réaliser et de terminer la livraison dans la période du **la matinée du 16 août 2024**.**ARTICLE 3 : LA CONFORMITÉ**- Obligation est faite au pétitionnaire de **se conformer strictement à sa demande, aux prescriptions** du présent arrêté ainsi qu'à la stricte affectation du Domaine Public Routier.- Obligation est faite au pétitionnaire de prendre toutes mesures nécessaires pour que l'exécution et l'exploitation des travaux n'apportent **ni gêne, ni trouble à la circulation et aux autres usagers** du Domaine Public Routier.

- Obligation est faite au pétitionnaire d'afficher la présente autorisation à chaque extrémité de la zone d'intervention.

- Obligation est faite au pétitionnaire de respecter les règles d'hygiène et de salubrité publique : dépôt d'ordures, dépôt d'encombrants, dépôt de déchets verts ... (exemples non exhaustifs) sur la voie publique, **sous peine de se voir appliquer les pénalités et amendes réglementaires**.**ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS**

Le pétitionnaire est tenu au strict respect des prescriptions suivantes :

- De respecter les prescriptions techniques, mentionnées dans sa permission de voirie, le cas échéant.

- De **parfaitement sécuriser le chantier et/ou la zone d'intervention par tous les moyens nécessaires, au moyen de matériels de sécurité adéquats**. Exemples non exhaustifs : l'affichage de la mention « piétons passez en face », de l'éclairage, de bandes réfléchissantes, de cônes, de rubalise ... afin que par tous les moyens nécessaires la zone d'intervention soit parfaitement sécurisée et visible de tous les usagers de la voie publique.- De **parfaitement signaler le chantier et/ou la zone d'intervention, tant en amont qu'en aval de la zone, au moyen de matériels de sécurité adéquats**. Exemples non exhaustifs : l'affichage de la signalisation et la pré-signalisation de travaux, chantier ou intervention, les panneaux de chantiers réglementaires, les triangles de signalement, la rubalise ... afin que par tous les moyens la zone d'intervention soit parfaitement signalée à tous les usagers de la voie publique.- De respecter les règles de nettoyage et de non-pollution de la voie publique. Aucun déchet ne doit être évacué dans les canalisations, les égouts, boues de chantier, produits chimiques ... exemples non exhaustifs.

#### **ARTICLE 4.1 : PRESCRIPTIONS DE CIRCULATION**

- Afin de permettre et faciliter la circulation du véhicule lié à la livraison des matériaux, une **dérogation de plus de 15 tonnes** est accordée au pétitionnaire.
- La circulation est **interdite de 8h00 à 11h00** rue de Lestang.
- Est instauré une « **rue barrée** » le temps de la livraison des matériaux rue de Lestang.
- Une déviation est mise en place par la rue Camarade.
- Le pétitionnaire est autorisé à repartir en marche arrière rue de Lestang, la manœuvre doit impérativement être accompagnée par un personnel au sol pour sécuriser la circulation et faciliter la manœuvre.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

La présente autorisation d'Occupation du Domaine Public est délivrée à titre payant, conformément à la délibération des tarifs des services publics communaux.

Somme à régler auprès du Trésor Public dès réception de « **l'Avis de somme à payer** » émis par celui-ci : **15€**

Somme forfaitaire de 15€

#### **ARTICLE 6 : SIGNALISATION**

- La signalisation réglementaire de police est fournie, mise en place, entretenue puis repliée par le pétitionnaire.
- La pré-signalisation et la signalisation réglementaire de chantier sont fournies, mises en place, entretenues puis repliées par le pétitionnaire.
- Le pétitionnaire s'engage à fournir une pré-signalisation et une signalisation réglementaire de chantier précise et lisible.

#### **ARTICLE 7 : APPLICATION**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux, Monsieur le Chef du commissariat de la Police Nationale de Pamiers, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, et monsieur Calmels Remy Logan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 : RECOURS**

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès du Maire, soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif.

#### **ARTICLE 9 : AMPLIATION**

##### **Copie pour application :**

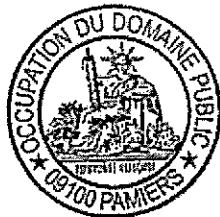
Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,  
Monsieur le Chef de service de la Police Municipale  
Monsieur Calmels Remy Logan.

##### **Copie pour information :**

Monsieur le chef du commissariat de la Police Nationale de Pamiers.  
Monsieur le chef de centre de secours de Pamiers

Fait en l'Hôtel de Ville de Pamiers, le quatorze août deux-mille vingt-quatre.

Pour extrait conforme au registre



Pour le Maire,  
Le Maire Adjoint,  
Fabrice BOCAHUT.